

Citizen Think Tank 4 : Traçage des contacts et suivi numérique

Félicien Goguey (HEAD – EPFL), avec la participation de Jürg Furrer, Mélina M., Béatrice Tisserand

Le Citizen Think Tank « Traçage des contacts et suivi numérique » s'inscrit dans le projet de recherche Swiss Corona Citizen Science Project mené conjointement par l'EPFL, l'UNIL et l'IDIAP, dont le but est de comprendre les effets de la crise du coronavirus sur nos vies quotidiennes, développer des stratégies d'adaptation face à la crise et imaginer des futurs possibles après la crise, et ce en traitant différentes thématiques telles que l'habitat, la mobilité et l'économie locale. Ce projet a été mené à travers différentes étapes : un sondage national, la mise en place d'une application pour smartphone « Citizen Science », la conduite d'entretiens et enfin l'organisation de Citizen Think Tanks.

Ce Citizen Think Tank proposait d'explorer et de discuter spécifiquement les enjeux, imaginaires et craintes soulevés par la question de la surveillance dans un contexte de crise sanitaire, notamment grâce à l'utilisation de scénarios. En effet, lors de l'épidémie de Covid-19, divers moyens numériques pour vérifier le respect des consignes sanitaires et endiguer la propagation du virus ont été considérés en Suisse, entre-autres la mise en place d'applications de traçage des contacts ainsi que l'utilisation des données de téléphonie mobile.

Les deux sessions du Citizen Think Tank ont eu lieu les jeudis 28 mai et 11 juin 2020.

Sécurité et contrôle numérique

Parmi les différents sujets abordés au quotidien dans l'application « Citizen Science », une des questions posée était la suivante : « Est-il désirable d'obtenir plus de sécurité grâce au contrôle numérique ? ». Sur 180 réponses, 55 participant.e.s considéraient que c'était ni désirable ni indésirable, 46 que c'était légèrement désirable, 38 légèrement indésirable, 30 très indésirable et 11 très désirable. Devant ces résultats très segmentés, porter cette question dans un groupe de réflexion citoyen apparaissait comme essentiel afin d'obtenir plus de précisions dans ces réponses.

De plus, en relation avec des scandales récents comme celui de Cambridge Analytica qui a influencé l'élection de Trump et le vote du Brexit, ou moins récents comme le scandale des fiches en Suisse dans les années 1980, il apparaissait nécessaire de discuter les enjeux amenés par l'utilisation des données personnelles et numériques dans la gestion de la crise. Ainsi, plusieurs questions se sont posées : quels sont les futurs possibles des dispositifs de traçage des contacts dans un contexte de crise sanitaire ? Comment les dispositifs qui semblent servir les citoyen.ne.s pourraient aussi servir les intérêts d'autres acteurs ? Quel est l'impact d'une telle crise et de l'utilisation de ces nouvelles technologies dans la gouvernance et la surveillance ? Quelles pourraient être les éventuelles dérives de tels dispositifs s'ils sont utilisés en dehors de l'état d'urgence ?

Méthodologie

Le Citizen Think Tank, ou groupe de réflexion citoyen était composé de quatre personnes lors de la première session et de cinq lors de la deuxième, et modéré par Félicien Goguey (HEAD – EPFL), Dr. Livia Fritz (HERUS-EPFL), Valeria Superti (EDMT-EPFL). Ce groupe de réflexion a permis d’amener une perspective citoyenne dans laquelle les participant.e.s ont pu contribuer aux efforts individuels et collectifs pour appréhender la crise du Covid-19. Ainsi, le partage et la discussion de cette situation singulière ont constitué une véritable participation à la recherche.

Lors de la première session, trois exemples de traçage des contacts et de suivi ont été présentés aux participant.e.s : (1) l’utilisation des données des téléphonie mobile de Swisscom¹, afin de repérer d’éventuels rassemblements ; (2) la mise en place de l’application pour smartphone SwissCovid² ; développée par l’EPFZ et l’EPFL à partir d’une technologie d’Apple et Google ; (3) le traçage « papier », à l’entrée des lieux publics qui consiste à enregistrer la présence des personnes à un moment donné. Les trois exemples précédents constituaient la base de la discussion, il était demandé aux participant.e.s de discuter les avantages et les inconvénients de chacun des exemples. La discussion s’est largement focalisée sur le lancement de SwissCovid, en effet, celle-ci était très présente dans l’actualité³. Dans un second temps, il a été demandé aux participant.e.s d’énumérer les différents acteurs impliqués dans la gestion de la crise avec les moyens du numérique, en sont ressortis les acteurs suivants : les citoyen.ne.s, le gouvernement, les acteurs de santé publique, les entreprises qui mettent à disposition la technologie, les entreprises ou institutions qui développent les applications, les opérateurs téléphoniques mobiles, les assurances maladies, les organisations non gouvernementales ou les associations, les activistes et les hackers. Les participant.e.s ont ensuite choisi un acteur et ont listé leurs motivations, les risques, les dérives potentielles, les oppositions et les éventuelles conséquences de leurs actes pour chacun d’entre-eux. Le but était de dresser le paysage des acteurs en présence et de faire émerger les relations et d’éventuelles tensions entre ceux-ci. Ainsi, ces acteurs ont constitué la base de la construction des scénarios, développés sur leurs motivations et leurs intérêts mais aussi sur certains facteurs clés. Ce qui est ressorti comme principal facteur dans l’utilisation d’application de *contact tracing* est la confiance (et la méfiance) que les citoyen.ne.s placent en ces différents acteurs ; en effet, cela est directement lié au taux d’utilisation d’une application de traçage des contacts.

À l’occasion du lancement de la seconde édition du *Data Protection Handbook for Humanitarian Action*, le Comité International de la Croix-Rouge organisait le 3 juin 2020 un panel de discussion intitulé *Data Protection in the Time of COVID-19*⁴. Ce panel regroupait plusieurs acteurs impliqués dans le développement de l’application SwissCovid avec, entre-autres : Gabriela Poller-Hartig, directrice des relations internationales de la Croix-Rouge autrichienne ; Carmela Troncoso,

¹ <<https://www.letemps.ch/economie/swisscom-aidera-confederation-detecter-attroupements-via-telephones>>

² <<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/krankheiten/ausbrueche-epidemien-pandemien/aktuelle-ausbrueche-epidemien/novel-cov/swisscovid-app-und-contact-tracing.html>>

³ l’application entrant en phase de test le 25 mai 2020

⁴ <<https://www.icrc.org/en/data-protection-handbook-2nd-edition-launch>>

professeure en ingénierie de la sécurité et *privacy* à l'EPFL ; Gary Davis, directeur des requêtes juridiques et *privacy* chez Apple. Ce panel présentait la plupart des acteurs listés lors de la première session et permettait d'entendre le rôle et le point de vue de chacun sur la mise en place d'applications comme SwissCovid. Cette session a permis de compléter la liste de facteurs clés nécessaires à l'élaboration des scénarios ; ainsi les facteurs suivants ont été retenus :

- la part de la population favorable à un dispositif de traçage numérique,
- la part de la population qui utilise un dispositif de traçage numérique,
- la transparence du dispositif,
- le cadre légal qui permet ou non le déploiement du dispositif,
- le niveau d'équipement technologique de la population,
- l'âge de la population à risque.

La liste des acteurs et ces facteurs clés ont été les points de départ pour élaborer les scénarios sur les futurs potentiels de la gouvernance à l'aide des outils numériques.

Lors de la seconde session, trois scénarios ont été présentés aux citoyen.ne.s. Ces scénarios exploraient les bénéfices de l'utilisation de tels outils mais aussi les dérives potentielles de leur utilisation dans la gestion d'une crise sanitaire, notamment à travers le déploiement d'applications de traçage des contacts. Il était demandé aux citoyen.ne.s dans lequel de ces scénarios ils.elles aimeraient vivre, lequel apparaissait comme le plus probable, le plus désirable, qu'auraient-ils.elles à gagner ou à perdre dans tel ou tel scénario et finalement quels étaient les moyens à leur disposition pour arriver à un scénario plutôt qu'à un autre. Les parties suivantes présentent ces scénarios et la discussion qui en a résulté.

Scénarios des futurs possibles

Trois scénarios ont été élaborés sur la base des facteurs clés cités plus haut puis présentés aux participant.e.s, les projetant dans la Suisse de 2025.

Scénario 1 : De la société civile à la société civile

Il y a 5 ans, une ONG mettait à disposition sur les plateformes mobiles une application de *contact tracing*. La population n'était pas particulièrement en faveur de celle-ci, elle n'avait donc logiquement pas été adoptée par la majorité. L'application, qui reposait sur un taux d'utilisation fort, s'avérait peu efficace et se révélait être un échec.

Aujourd'hui, après les difficultés d'implémentation rencontrées dans la première vague du Covid-19, un réseau d'ONGs développe 'iCare4U' une app adoptée par 90% de la population qui promeut l'attention portée aux autres. Cet outil fournit des informations sur la distance et la densité des personnes présentes, il permet par exemple la dispersion spontanée de

rassemblements. Grâce à 'iCare4U', véritable technologie sociale, les citoyen.ne.s ont appris à prendre soin les uns des autres : les applications de *contact tracing* deviennent obsolètes.

Scénario 2 : Du *contact tracing* au *social scoring*

En 2025, l'application distribuée à l'aide de la technologie mise à disposition par Apple et Google, sur mandat de l'État est maintenant sur chacun des smartphones. 90% de la population utilise l'application de *contact tracing* en toute transparence, évitant ainsi de nouvelles vagues. Pour une grande majorité la protection apportée par l'application est un grand soulagement.

Cette application est aussi un excellent outil pour insister sur l'importance de l'acte civique. En effet, elle a donné naissance à un système de *social scoring* qui permet de reconnaître et récompenser les citoyen.ne.s les plus responsables. En parallèle, l'application intervient dans d'autres sphères de la vie publique et permet notamment une baisse sensible de la criminalité.

Scénario 3 : Un nouveau pouls

Devant le taux d'utilisation faible des applications de *contact tracing*, l'État mandate une entreprise privée, pour développer un bracelet dont le port est obligatoire dans les espaces publics.

Les données sont gérées par l'entreprise de manière centralisée. De part sa nature obligatoire, elle est adoptée par une grande majorité de la population : le traçage des contacts est un succès sans faille et permet de retrouver une grande liberté de circulation. En plus de donner des notifications de *contact tracing* et de distanciation sociale, le bracelet permet de récolter les données physiologiques du porteur. Les données de millions d'utilisateurs contribuent ainsi à mettre en place un système de santé plus performant. Celui-ci repose notamment sur un modèle prédictif qui permet d'anticiper les crises à venir.

Vers quel scénario ?

Hors-de-question !

Le scénario 3 « Un nouveau pouls » a été immédiatement rejeté, perçu comme une atteinte à l'intégrité physique, impensable selon certains, inacceptable ou irréaliste pour d'autres. Qui serait d'accord de donner toutes ses informations de santé pour un système plus performant ? Si ce bracelet permettait réellement une prédiction des crises à venir et un système de santé plus performant, pour qui le serait-il ? Certes, plus performant pour l'État ou les caisses d'assurance maladie, mais y aurait-il un réel gain pour le citoyen ? Cela suppose-t-il que si un.e citoyen.ne est en mauvaise santé, il.elle devra payer une prime d'assurance plus élevée ?

Ce scénario rejoint la problématique liée à la carte vitale, carte à puce que chaque citoyen aurait e sa possession et dont les données pourraient être centralisées, mais qui présente des risques énormes. En effet, les participant.e.s considèrent les données de santé comme intimes, leur appropriation par une entreprise tierce (ou même par l'État) constituerait une violation du droit à la vie privée. Même si l'on peut penser que l'agrégation de plus de données pourrait permettre de mieux se préparer à une nouvelle crise, l'automatisation de la récolte des données physiologiques

et de leur traitement par des algorithmes fait surgir chez les participant.e.s une grande méfiance et un certain scepticisme. Certaines dérives pourraient apparaître avec le traitement automatisé des données par une structure technologique : ainsi, si les caisses d'assurance maladie s'en servait pour indexer les primes, ce ne serait plus dans un but préventif mais bien une dérive mercantile.

Ce qui pourrait être potentiellement acceptable dans une perspective étatique ne l'est pas dans une perspective citoyenne ; même s'il pouvait apparaître comme « pratique », ce bracelet est jugé trop intrusif pour le gain individuel à en tirer. Dans ce contexte, la préservation du secret médical semble primordiale ; toutefois, si l'on fait le parallèle avec le bracelet électronique, ne vaudrait-il pas mieux porter ce bracelet plutôt que de rester confiné pendant trois mois ?

Le plus désirable

Le scénario 1 « De la société civile à la société civile » apparaît pour la majorité des participant.e.s comme le plus désirable. Il repose sur la responsabilité individuelle et civique : on s'appuie sur la responsabilité de chacun.e pour ne pas mettre les autres en danger. Cette application ne conserve aucune donnée, elle émet uniquement des notifications factuelles de proximité ou de densité et ne présente à priori aucun risque de dérives possibles. De plus, elle permet le renforcement du lien social, en ce sens qu'elle éduque les individus à s'occuper des autres, comme on a pu le voir pendant le confinement avec des citoyen.ne.s, qui sur initiative personnelle ou associative rendaient services à des personnes à risque. Cet engagement social confère une grande autonomie et liberté aux citoyen.ne.s tout en déchargeant les autorités de leurs responsabilités : ce qui peut néanmoins être vécu par certain.e.s comme une perte de confiance en celles-ci. Enfin, le fait que l'application de prévention s'avère être plus adoptée que l'application de traçage prévue à l'origine et permette ainsi la préservation de la santé collective possède côté rassurant.

Ce scénario mise sur facteur humain plus que sur le solutionnisme technologique ; néanmoins, il ne fait pas l'unanimité, en grande partie parce qu'on ne peut garantir que chacun.e assume les responsabilités qui lui incombent. S'il pourrait être le scénario idéal pour autant qu'une grande majorité se sente responsabilisée, il paraît peu probable. Les participant.e.s craignent que cette application ne soit finalement pas assez efficace dans la gestion de la crise sanitaire.

Le plus probable

Le scénario 2 « Du *contact tracing* au *social scoring* », s'inscrit pour les participant.e.s dans le prolongement de ce qui est actuellement développé, il apparaît donc comme le plus probable. Toutefois, s'il est perçu comme désirable pour certain.e.s, il présente une contrepartie et des risques trop élevés à payer pour d'autres. En effet, s'il semble être un bon outil dans la gestion de la crise, ce système de *social scoring* que l'on peut rencontrer actuellement dans certains pays comme la Chine, évalue la réputation des citoyen.ne.s. Il peut amener à de graves conséquences d'un point de vue démocratique, telles que la perte d'une réflexion citoyenne critique envers l'État ou mener à des discriminations (notamment liés à la participation à des manifestations ou des rassemblements), il pourrait aller jusqu'à se transformer en plateforme de délation. Ce scénario est perçu comme une porte ouverte à une surveillance étatique extrêmement forte, comme une tentative d'application disciplinaire dans laquelle émerge la question de la punition en regard du

degré de bénéfice qu'un.e citoyen.e peut en retirer : ce rapport semble tout à fait anti-démocratique et incompatible avec la responsabilisation individuelle et civique.

Dans une réalité plus proche des participant.e.s, le *social ranking* existe déjà depuis un certain nombre d'années : pour certain.e.s si on adhère à des réseaux sociaux, on est déjà condamnés à ce scénario, avec une perte complète d'anonymat. Cette crainte d'un *business model* qui repose sur la monétisation des données personnelles, dans lequel il est extrêmement difficile de se protéger, soulève un doute lié à la sécurité des données. C'est pourquoi les participant.e.s se montrent méfiant.e.s face à une technologie mise à disposition par Apple et Google. Cette méfiance est renforcée par la nature des données : des données de santé, perçues comme extrêmement privées comme énoncé plus haut.

Ce scénario est l'image de la substitution de la responsabilité individuelle par un système plus automatisé, dans laquelle l'humain s'efface face à la technologie. De plus, il présente un risque d'application permanente, au-delà de l'état d'urgence sanitaire, d'une surveillance citoyenne. Enfin ce scénario concentre tout l'enjeu de ce qu'on vit aujourd'hui : si une telle technologie n'est pas acceptée majoritairement aujourd'hui, il faudra trouver d'autres moyens pour l'imposer à l'avenir.

Des garanties et un cadre légal strict

À travers l'évaluation des scénarios, les participant.e.s ont mis en avant la nécessité d'un cadre légal strict pour le déploiement de dispositifs numériques de traçage des contacts. De leur perspective citoyenne, il est impensable de ne pas avoir de cadre légal qui protège la vie privée et qui garantisse l'anonymat. Pour elles.eux, il faut trouver les bases légales qui permettent de minimiser les dérives et garantissent un bon usage des données. Il apparaît aussi nécessaire de quantifier l'efficacité de tels dispositifs sur la santé publique. Ils.elles sont favorable à des dispositifs dont le fonctionnement est décentralisé, puisque la centralisation pourrait avoir de lourdes conséquences sur la protection de la vie privée ; de plus, ces dispositifs doivent avoir un but préventif uniquement.

Les citoyen.ne.s du Citizen Think Tank exigent des mesures qui garantissent la crise comme un état d'exception, basé sur le court terme. Pour elles.eux, si on peut se permettre d'aller un peu plus loin en temps de crise pour gagner en efficacité, cela ne doit pas devenir une porte d'entrée à des dérives. Ainsi, il faut pouvoir demander des régulations de temporalité, d'indépendance, de sécurité, avant que de tels dispositifs soient mis sur le marché ; celles-ci doivent garantir le démantèlement des dispositifs après la crise ainsi que la suppression des données. Ces régulations doivent être basées sur l'expertise d'entités indépendantes. L'utilisation d'applications de traçage des contacts doit reposer sur une démarche individuelle volontaire ; ce qui va de pair avec la responsabilisation individuelle et une éducation aux risques que peuvent présenter de tels dispositifs.

La situation citoyenne en Suisse est perçue comme assez avantageuse comparativement à d'autres pays dans le champ d'actions possibles, notamment grâce aux initiatives populaires qui

permettent d'aller vers un cadre légal transparent et indépendant. Toutefois, ces actions seraient à renforcer dans le domaine technologique, au risque de voir des technologies comme la reconnaissance faciale et la biométrie s'installer de manière permanente.